Le Républicain lorrain, 29 janvier 2020

# Prisonniers de l'absence de transports

**Près de 13 millions de Français sont handicapés par l'absence d'offre de transports publics sur leur territoire. La Fondation Nicolas Hulot appelle les élus à mettre en place des solutions de mobilité qui associent social et écologie. Un enjeu clé pour les municipales.**

On les appelle « les immobiles ». Sept millions d'actifs et cinq millions de seniors rencontrent des difficultés de transports pour des raisons matérielles, physiques ou financières. Avec des conséquences sur leur quotidien : « Beaucoup de publics précaires renoncent à un emploi, un service, un rendez-vous de médecin pour une question de mobilité », observe Mathieu Alapetite, directeur de la communication de Wimoov, structure qui propose des solutions de déplacement aux personnes en situation de fragilité.

### Renoncer à un emploi

Un peu moins d'un tiers des Français (27 %), a déjà renoncé à un emploi pour des raisons de mobilité. Dans les publics défavorisés, ils sont 43 % (contre 17 % chez les plus aisés, selon le baromètre des mobilités FNH-Wimoov). Certains font même une croix sur une vie sociale : une personne sur quatre, parmi les plus modestes, déclare ne pas sortir de chez elle plus de 2 à 3 fois par semaine.

Les inégalités territoriales creusent les écarts sociaux. Dans les zones blanches de mobilité, où l'offre de transports publics est insuffisante, la voiture reste la seule option.

Avec un coût important. Le budget mensuel consacré aux transports s'élève à 109 euros en France, selon le baromètre. Avec de gros écarts entre l'urbain –90 euros– et le rural –141 euros. Coralie, 30 ans, a essuyé coup sur coup deux refus à des offres d'emploi pour cause d'absence de moyen de transport. La jeune femme habite dans une zone rurale de l'Ariège en Occitanie. Elle a une formation d'auxiliaire de vie, mais pas de permis ni de voiture. « C'est trop cher », confie-t-elle. « Quand j'ai vu l'annonce pour faire de l'aide à domicile, j'ai répondu car j'avais le profil. Mais l'agence de recrutement m'a dit que c'était pas envisageable. Dans ma ville, de taille moyenne, il n'y a pas de bus et elle m'a dit que si la personne avait besoin que j'aille faire une course pour elle, sans moyen de transport ce n'était pas possible », raconte la jeune femme.

### Le vélo, une alternative

Auparavant, elle trouvait des moyens : « J'ai travaillé à Toulouse et il y avait les tramways. Quand j'habitais près de Soissons, on organisait des co-voiturages avec des collègues. Mais, là c'est pas possible », poursuit Coralie qui s'est installée dans cette zone rurale et montagnarde il y a quelques mois.

Sa conseillère Pôle emploi lui a proposé une alternative. Elle l'a mise en contact avec Wimoov, qui a monté un dossier de subventions pour acheter un vélo. « Les 187 euros ont été totalement pris en charge et on a été acheter le vélo et les protections à Décathlon », se réjouit Coralie qui s'apprête à enchaîner les kilomètres en deux roues. Elle vient de signer deux CDI – l'un de 20 heures hebdomadaires, l'autre de 6 heures– pour des missions de nettoyage, de 6 à 9 heures, dans un supermarché de sa ville, et dans une autre commune à proximité.

**Élodie BECU**

La Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'Homme et Wimoov plaident pour faire du vélo une vraie alternative écolo à l'absence de mobilité. Photo Julio PELAEZ

> « Les alternatives à la voiture individuelle doivent devenir la priorité des plans et des investissements à venir. »
>
> **Nicolas Hulot Président d'honneur de la FNH**

## La voiture règne sur les déplacements

La voiture constitue le mode de transport principal de 72 % des

QUESTIONS À

## « La fracture sociale et territoriale risque de s'aggraver »

Photo DR

**Dominique Dhumeaux**
Président des maires ruraux de la Sarthe

**Les mobilités seront-elles un des enjeux des municipales ?**
Les maires ne peuvent pas ne pas avoir entendu l'expression des citoyens lors de la crise des gilets jaunes. Outre le prix de l'essence, c'était aussi comment se passer d'une deuxième voiture pour se déplacer du

Elle risque même de s'aggraver. Les problèmes de mobilité vont s'ajouter à la désertification médicale et aux difficultés scolaires, ce sentiment d'abandon qui s'est exprimé lors des gilets jaunes. La meilleure mobilité c'est celle qu'on ne fait pas. Il faut redonner aux